**HUAWEI**

**Actualité 22 septembre 2020 :**

Le gouvernement français a rejeté la demande de l’opérateur Orange qui souhaitait s’appuyer sur les équipements Huawei pour développer son réseau 5G. A l’instar de la société Free, Orange va devoir se tourner vers les installations de Nokia et Ericsson.

**Huawei et le Val d’Oise, une histoire qui ne date pas d’hier :**

L’histoire entre Huawei et le Val d’Oise ne date pas d'hier. L'entreprise chinoise avait initialement installé son siège pour l’Europe de l’Ouest à Cergy-Pontoise, dans la technopole Parc Saint-Christophe français dans les années 1990 avant de déménager à Boulogne-Billancourt pour se rapprocher de Paris.

Huawei possède déjà 5 centres de recherche et développement en France, emploie quelque 1000 salariés, mais n'a toujours aucune ville intelligente française à son actif – ou Smart City.

**Signature d’un partenariat le 25 juin 2020 :**

Dans ce contexte, le groupe Huawei France a signé un partenariat avec Val-d’Oise Numérique pour développer les technologies de pointe dans tous les domaines du quotidien.

Derrière cette signature, une ambition pour le Val d’Oise : devenir le premier « smart département » de France en misant sur son partenaire Huawei.

Huawei est une entreprise à la pointe de ce qui se fait aujourd'hui en technologie. Elle peut nous faire du transfert de connaissances et ainsi montrer à quel point notre territoire est dynamique et novateur.

Le Val-d'Oise est un département compatible avec son ambition de devenir un « smart département » car c'est une zone très diversifiée.

**Qu’est-ce qu’un « smart département » ou « département intelligent » ?**

C'est un département où la vie est plus simple.

Concrètement, il s'agit d'améliorer tous les services proposés à la population grâce à la technologie.

Par exemple, mettre des capteurs sur les bornes d'apport volontaire permet de penser les circuits de collecte des déchets plus efficacement.

Les feux rouges peuvent être adaptés pour durer plus ou moins longtemps selon la circulation.

Dans le bâtiment, par exemple, la domotique - l'ensemble des techniques de gestion automatisées appliquées à l'habitation - représente l'avenir et l’apport de Huawei peut nous aider à faire un immense bon en avant ne serait-ce qu’en terme de baisse de la consommation d’énergie.

**Polémique sur l’implication de Huawei dans le traitement infligé par la Chine à sa population Ouighour le 17 août 2020 :**

L’entreprise chinoise est pointée du doigt pour son implication dans le génocide du peuple Ouïghour. Le syndicat Val d’Oise Numérique a donc demandé à l’Etat français de se positionner clairement avant une éventuelle poursuite du contrat signé fin juin 2020.

D'après l'ONU, au moins un million de personnes auraient déjà été enfermées dans des camps de concentration en Chine, soumis au travail forcé et endoctrinés pour devenir de « bons chinois ». Des femmes seraient quant à elles violées et stérilisées de force.

Courant 2019, plusieurs médias américains et canadiens avaient dévoilé que Huawei avait fourni des services informatiques sophistiqués et de gros volumes de données aux autorités de la région de Xinjiang, où sont expérimentés les systèmes de surveillance de masse les plus pointus du monde, servant notamment à scruter les camps de concentration Ouïghours.

En juillet 2020, l’eurodéputé Raphael Glucksmann, déclarait que « la Chine se rend coupable dans le Xinjiang du plus grand internement de masse aujourd’hui dans le monde. » Il « appelait alors l’Europe et la France à prendre des sanctions. »

A noter que le sénateur socialiste du Val d’Oise Rachid Temal a dit alors que « les Valdoisiens refusent d'être les complices, au travers de l’accord du Conseil départemental avec Huawei, de l'oppression menée par les autorités chinoises contre les Ouïghours. »

A noter également que le député LREM du Val d’Oise Aurélien Taché a quant à lui déclaré que « confier une mission publique a Huawei c'est rendre notre département, nos intercommunalités, nos institutions publiques ainsi que ceux qui y participent ou en bénéficient complices d'une violation inacceptable des droits humains. »

Dans ces circonstances floues, Val d’Oise Numérique avait pris la décision de suspendre son partenariat avec Huawei. Le syndicat avait demandé au gouvernement français, seul compétent en matière de diplomatie économique, de se positionner clairement sur cette question.

A ce jour, les échanges entre Huawei et certains acteurs du territoire (CY Université notamment) sont encore actifs. L’un des objectifs de la convention entre Val d’Oise Numérique et Huawei étant la création d’un partenariat recherche-enseignement supérieur afin de créer une formation universitaire, et travailler sur des sujets innovants avec des démonstrateurs.

**Implantation d’une usine Huawei en France**

En 2020, Huawei a décidé d’implanter une usine de production de matériels pour les réseaux mobiles, notamment 5G, avec 500 emplois à la clé.

En juin 2020, Huawei a sélectionné plusieurs sites en France.

Le Département du Val d’Oise, via le CEEVO et les collectivités locales, a proposé 5 sites sur son territoire : Gonesse / Plessis-Bouchard / Persan / Puiseux-en-France et Osny. Ces sites répondaient à un maximum de critères imposés par le cahier des charges de Huawei. Deux autres sites en Région Ile-de-France ont été proposés par Choose Paris Région, l'agence de promotion et d'attractivité internationale de la Région Île-de-France : Croissy-Beaubourg et Savigny-le-Temple.

Le site de Osny a été short-listé par Huawei. Une visite a été organisée avec la Présidente de Région et la Présidente du Département.

Finalement, Huawei a décidé d’implanter son usine à Brumath, près de Strasbourg.   
C’est une belle opportunité pour Claude Sturni, président de l'agglomération d'Haguenau qui a précisé : "Je ne suis pas prêt à en faire une question politique. On ne discute pas le bien-fondé de l'implantation d'une usine d'armement ou d'agroalimentaire. Ce sont d'abord des emplois, on les veut, on en a besoin. Cette entreprise va créer de la valeur pour toute l'Alsace et même bien au-delà".

La polémique menée par des personnalités politiques valdoisiennes de gauche a contribué à fragiliser le dossier valdoisien.